

RES PUBLICA

RAPPORT D'ACTIVITES

2010-2011

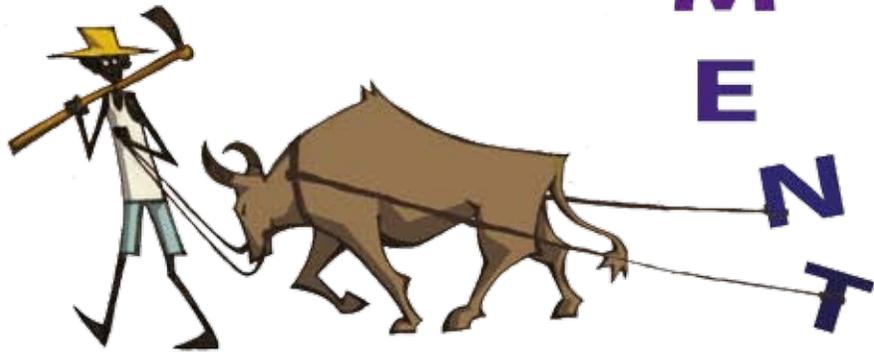




RES PUBLICA

D
E
V
E
L
O
P
E
M
E
N
T

S
O
C
I
A
L



SOMMAIRE

p.4 Association

p.6 Burkina Faso

p.8 Education

p.14 Agriculture

p.24 Guinée

p.18 Santé

p.25 Nicaragua

p.20 Economie

p.26 France

p.22 Culture

p.28 Finances

p.29 Remerciements

L'ASSOCIATION

Budget 2010 : **1,3 millions d'euros**

Nombre de salariés/collaborateurs : **3 en France / 13 au Burkina Faso**

RES PUBLICA AGIT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Comme son nom l'indique, Res Publica travaille dans le sens de la « chose publique », du bien commun par l'implication des citoyens à prendre en main leur destinée et à agir.

Caractérisée par sa polyvalence, notre structure dont le siège se situe à Lyon (France) exerce deux métiers distincts, la direction d'une ONG de développement au Burkina Faso et le financement de projets (telle une fondation privée) auprès d'autres ONG, associations, personnes morales ou physiques.

Financée sur fonds propres issus de la réussite professionnelle de son fondateur Jean-Claude Perrin, dans le secteur de l'immobilier d'entreprise, Res Publica jouit d'une autonomie financière qui assure durablement son indépendance. Cette liberté d'engagement, d'action et de parole face aux différentes forces politiques et économiques de la société constitue sa principale spécificité.

Axée en priorité sur la zone Afrique de l'Ouest, Res Publica est particulièrement visible par ses réalisations au côté des populations rurales des communes de Nanoro, Pella et Soaw dans la Région du Centre-Ouest du Burkina Faso. Sur place, l'appui au développement se concentre sur trois leviers indissociables pour dynamiser un territoire, l'éducation, l'agriculture et la santé.

Sous sa deuxième casquette, Res Publica finance des projets très divers en France, au Nicaragua ou ailleurs, dans le but d'encourager des initiatives allant dans le sens de l'intérêt général et du développement local. .../



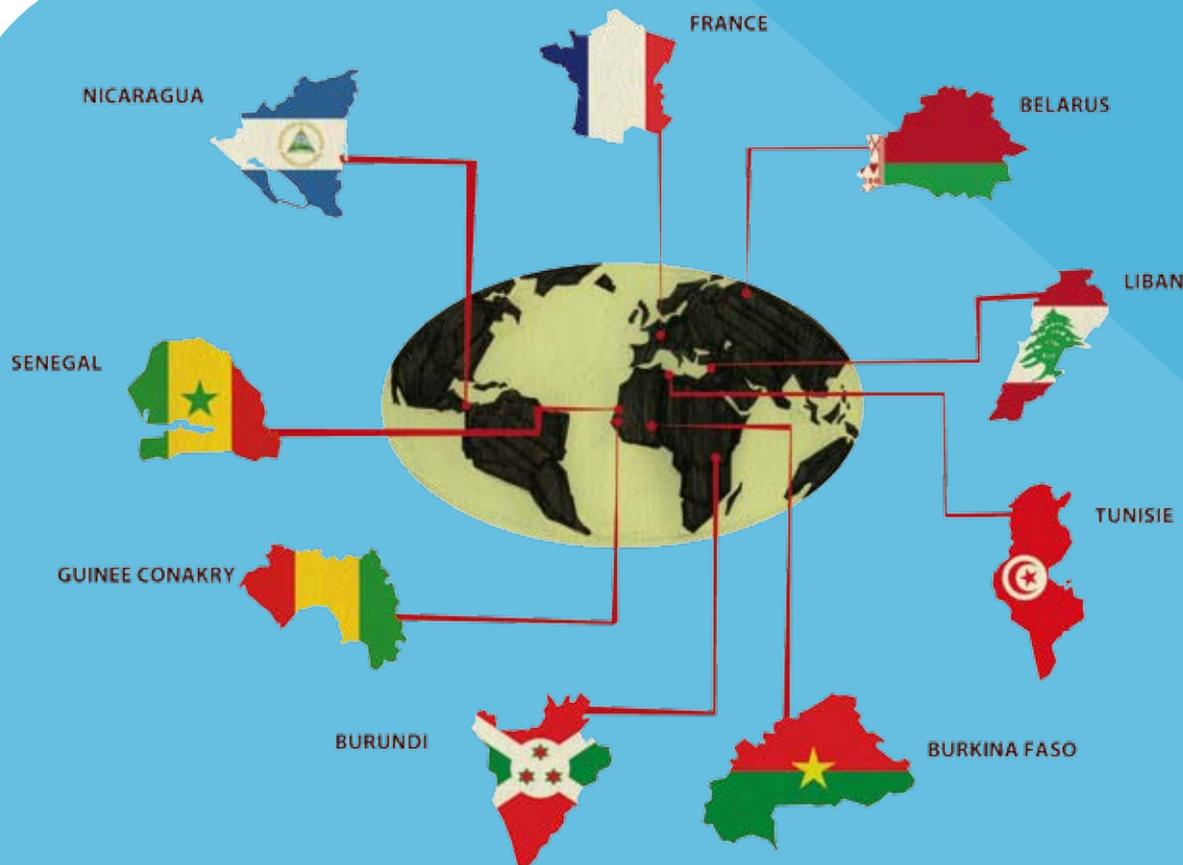
/... Notre objectif est d'inciter les citoyens à agir, chacun à son niveau, dans son domaine, pour contribuer à l'amélioration des droits fondamentaux et du bon fonctionnement des biens publics, mais aussi d'encourager toutes les composantes de la Société à s'organiser efficacement afin d'influencer positivement la démocratie locale et la gouvernance nationale.

Ainsi, Res Publica souhaite jouer le rôle de levier pour encourager les Etats dans le cercle vertueux du développement. En collaboration avec les acteurs locaux, nous recherchons des solutions pérennes et efficaces en impliquant les citoyens, les usagers, et surtout les services décentralisés de l'Etat. A mi-chemin entre l'action de développement et l'appui à la gouvernance, Res Publica se veut médiateur, facilitateur et instigateur de progrès.

Ce rapport d'activités vous fera découvrir de façon synthétique quelques-uns de nos programmes de l'année 2010.

Au nom du Conseil d'Administration, de l'équipe des salariés et des bénévoles qui réalisent chaque jour ce travail, je vous souhaite une bonne lecture.

Françoise Perrin
Présidente de Res Publica



BURKINA FASO

FAVORISER LE PROGRÈS SOCIAL ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Budget 2010 : **957 800 €**

Bénéficiaires : **100 000 personnes**

BURKINA FASO, UN QUESTIONNEMENT SUR L'AVENIR

Principal reflet de notre philosophie, l'antenne au Burkina Faso de Res Publica, reconnue ONG depuis 2001 montre la diversité des investissements humains et financiers mis en place pour influencer sur le développement local.

Inciter, encourager, créer des leviers, sans assister et fausser l'équilibre fragile du tissu local.

En 2010/2011, nos activités sur place ont été largement marquées par les troubles sociaux engendrés par divers facteurs :

- La mort d'un élève d'un lycée de Koudougou : une simple bagarre entre deux camarades de classe a provoqué des troubles sociaux d'ordre national en raison d'une mauvaise gestion administrative de ce tragique et douloureux événement.
- Une mutinerie dans l'armée : des militaires mécontents du verdict prononcé à l'encontre de leurs camarades suite à des actes contraires aux bonnes mœurs, sont descendus dans les rues pour manifester leur mécontentement. A la suite de cette grogne, plusieurs garnisons ont manifesté bruyamment par des tirs d'armes afin de faire aboutir leurs revendications.

Dans un contexte de vie chère et de corruption dénoncées régulièrement par des organisations de la société civile, les revendications se sont étendues à l'ensemble du corps social révélant ainsi le malaise sociopolitique lié à la gouvernance.

Les autorités politiques et administratives ayant compris l'importance du problème ont pris des mesures pour restaurer la paix et la quiétude au Burkina.

Le rappel de ces événements est important parce qu'ils ont influencé fortement nos activités ainsi que celles de nos partenaires. Certaines activités ont été annulées, et bien évidemment, ces troubles ont eu un impact négatif sur les résultats scolaires.

.../

/...

Dans une situation sociopolitique difficile et complexe, les problèmes quotidiens des populations s'amplifient. L'administration est paralysée, l'accessibilité aux services devient difficile et la production en général en prend un coup car les entreprises n'arrivent plus à travailler.

Une observation et une analyse profonde des crises en Afrique ces 25 dernières années ont révélé que celles-ci constituent des menaces sérieuses pour la sécurité des biens et des personnes, pour la stabilité politique et le développement socio économique de la région. Cette situation affecte les choix des ONG de développement à se maintenir ou à partir des pays dans lesquels elles interviennent. C'est pourquoi notre organisation entreprendra de soutenir toute initiative de prévention et de gestion de crises en Afrique.

La paix constitue un capital précieux pour les investisseurs, les bailleurs de fonds, les organisations d'aide au développement et surtout pour les populations. Nous y croyons.

Basile DARGA

Coordonnateur national – Res Publica Burkina Faso



ÉDUCATION

AMÉLIORER LE CADRE ÉDUCATIF EN MILIEU RURAL

Budget 2010 : 598 400 €

Bénéficiaires : Primaire 13 000 élèves / Secondaire 700 / Supérieur 60



L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

A la rentrée scolaire 2009, 11 800 élèves étaient scolarisés dans les Circonscriptions d'Enseignement de Base (CEB) de Nanoro, Pella et Soaw ; à la rentrée 2010, la fréquentation des écoles s'est accrue de 10 % en passant à 13 000 élèves.

Les efforts conjoints de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base (DEPEBA) et de Res Publica semblent porter leurs fruits auprès des parents d'élèves de plus en plus sensibles à la scolarisation de leurs enfants.

Le suivi des écoles par les inspections sur le plan pédagogique et le suivi effectué par Res Publica auprès des parents d'élèves dans leurs activités se sont encore amplifiés. Les visites de supervision du Directeur Provincial et de son équipe ont pu se tenir et remarques et conseils ont pu être donnés aux équipes enseignantes et aux associations de parents d'élèves.

Les stages de recyclage des instituteurs et la formation des parents d'élèves concernant la gestion des comptes des écoles qui avaient été prévus au cours des deuxième et troisième trimestres n'ont pu se tenir, compte tenu encore une fois des troubles qui ont entraîné la suspension des cours pendant environ un mois... Il a donc fallu privilégier les cours au détriment des formations qui seront reportées à l'année 2011/2012.

Les résultats à l'examen du Certificat d'Etudes Primaires ont donc été nettement en baisse par rapport à l'année précédente. Même si les trois CEB se classent honorablement au niveau de la Province, le taux de réussite est beaucoup trop faible : Nanoro 65,11 %, Soaw 59,95 %, Pella 54,72 %, le taux de réussite de la Province étant à 49,38 %.





SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT BILINGUE

Le Ministère de l'Education Nationale et de la l'Alphabétisation encourage le développement de l'enseignement bilingue et la création de classes bilingues, depuis plusieurs années.

Cet enseignement commencé en langue locale dès la première année de scolarisation permet à l'élève d'arriver au Certificat d'Etudes Primaires (CEP) en cinq ans au lieu de six dans l'enseignement classique. La langue française est progressivement introduite et l'enfant est beaucoup plus à l'aise dans l'apprentissage des différentes matières notamment en calcul où, dès la première année, il peut maîtriser les chiffres jusqu'à 1000 et les 4 opérations. Les résultats au CEP sont très encourageants.

L'enseignant a suivi une formation spécifique et fait appel aux parents d'élèves qui sont aptes à transmettre leurs connaissances aux enfants : danses, instruments et contes traditionnels, élevage, jardinage, travaux de menuiserie, poterie...

Afin d'être plus efficaces auprès des parents d'élèves de ces classes, nous envisageons leur alphabétisation pour qu'ils puissent suivre l'évolution de leurs enfants, qu'ils puissent les aider et participer pleinement à leur éducation.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Depuis plusieurs années déjà, nous avons pris conscience du manque d'établissements secondaires sur notre zone d'intervention. C'est ce qui nous avait poussés à construire un CEG à Boulpon pour la rentrée 2008/2009. A la rentrée 2010, l'établissement comptait 284 élèves répartis en 4 classes, dont deux 6ème.

Il est d'ores et déjà prévu la construction de deux nouvelles classes pour accueillir les nouveaux élèves de 6ème en 2011/2012.

Le Lycée départemental de NANORO compte près de 700 élèves : là encore, nous construisons deux nouvelles classes pour héberger les nouveaux arrivants. Même problématique pour le lycée départemental de SOAW où nous construisons également deux classes...

Les élèves entrant dans l'enseignement secondaire sont de plus en plus nombreux compte tenu du soutien qu'apporte notre association au niveau de l'enseignement primaire. Le flux de 6ème augmente d'année en année.

Nous sommes donc confrontés aux mêmes problèmes : manque d'infrastructures, manque de mobiliers scolaires, conditions de vie difficiles pour les élèves, pénurie d'enseignants...

C'est un nouveau challenge pour l'association...

.../

ÉDUCATION

/...

Au cours de l'année scolaire 2010/2011, nous avons pris en charge la scolarité de près de 700 élèves répartis sur les secteurs de Nanoro, Pella, Soaw, Mangodara, Koudougou et Ouagadougou. Certains ont bénéficié d'une bourse, en particulier les enfants scolarisés loin de leur lieu d'habitation.

Le partenariat mis en place avec la Direction Régionale des Enseignements Secondaire et Supérieur nous permet de faire tous ces investissements puisque l'Etat s'est engagé, entre autres, à l'affectation de professeurs en nombre suffisant dans chaque établissement.

Les événements, dont nous avons déjà fait état, ont lourdement pesé sur la fréquentation des établissements scolaires, même en brousse, et sur les résultats aux examens de fin d'année.

Ainsi, le taux national de réussite au BEPC est de 30,62 %. Quant aux établissements de Nanoro, Pella et Soaw le taux de réussite sur les trois communes est de 42,47 %. Nous pouvons donc mesurer les efforts qu'il reste à accomplir pour accéder à un taux de réussite d'au moins 50 %. Quant aux élèves soutenus par Res Publica sur la même zone, 56 % d'entre eux ont été admis au BEPC. Enfin, pour notre satisfaction, les sept élèves de Koudougou qui se sont présentés au BAC ont tous réussi, dont un avec mention AB.

CRÉATION D'UNE INFIRMERIE AU CEG DE BOULPON

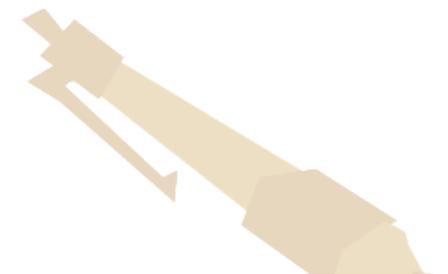
A la rentrée 2010, le Collège d'Enseignement Général (CEG) de Boulpon a bénéficié d'une infirmerie.

Res Publica a mis à la disposition d'une infirmière un local entièrement équipé et un stock de médicaments. Cette infirmière, diplômée d'Etat, a été affectée par le Médecin Chef de District de Nanoro et est rémunérée en tant que fonctionnaire.

La gestion de cette infirmerie a été confiée à un comité de gestion qui s'est complètement impliqué dans cette tâche. Chaque élève a versé une cotisation de 1 000 FCFA (soit 1,50€) qui lui donne accès à une consultation dès qu'il est souffrant, aux premiers soins et à la délivrance d'une ordonnance qui lui permettra de se soigner.

Les tâches essentielles dévolues à l'infirmière sont bien sûr le suivi de la santé des élèves, mais également la dispense de cours de sensibilisation aux problèmes rencontrés par les adolescents et de cours d'éducation sexuelle. En effet, depuis plusieurs années, le nombre de grossesses en milieu scolaire est de plus en plus important et c'est ce qui a amené Res Publica à proposer l'ouverture d'une antenne sanitaire au sein du collège.

.../



/...

Le succès ne s'est pas fait attendre. Les élèves n'hésitent plus à faire soigner les plaies dont ils sont très souvent porteurs. Ils reçoivent des soins divers notamment pour lutter contre des poussées de paludisme, maladie rencontrée très fréquemment au Burkina Faso. Mais surtout, ils sont enthousiasmés par les cours dispensés par l'infirmière deux heures par semaine. De plus, **les jeunes filles ont trouvé une confidente qui a su les écouter et les conseiller.**

L'infirmier du CEG de Boulpon étant située en zone rurale profonde, celle-ci est devenue le « centre sanitaire » de la contrée étant donné l'absence de Centre de Santé dans le village. Les consultations externes sont payantes pour la population, mais celle-ci, appréciant la proximité du local de santé, n'hésite pas à le fréquenter **(750 personnes en 7 mois).**

L'expérience est concluante et sera donc poursuivie à la rentrée prochaine. L'infirmière est prête à faire des séances de sensibilisation dans d'autres établissements secondaires de Nanoro, à la demande des directeurs conscients du bénéfice apporté aux élèves.

Françoise Perrin
Responsable des programmes Éducation



LIRE, UN LUXE À VULGARISER

C'est en 2006 que la première bibliothèque scolaire voit le jour dans les locaux de l'école primaire de Nanoro. **L'idée est de permettre à des enfants de lire et d'ouvrir d'autres ouvrages que le seul manuel scolaire.** Les premiers livres neufs seront le résultat d'actions de solidarité en France avec des collèges et des lycées du Rhône et de l'Ain. Nous tenons vivement à les remercier pour leur fidélité.

La bibliothèque est placée sous la responsabilité de Justin Kientéga qui se forme au métier de bibliothécaire depuis plus de cinq ans. Son savoir faire, son sens des responsabilités profitent aujourd'hui à Madame Ouattara qui vient de prendre la direction de la nouvelle bibliothèque ouverte au CEG de Boulpon en 2010.

Lire à l'école, c'est réussir et envisager des études. Lire au Burkina, c'est découvrir sa culture et ses traditions. En brousse, c'est à dire loin de tout, « c'est avoir la possibilité de se divertir car des fois on s'ennuie ici ! » nous confiait une institutrice.

Soucieux de faire découvrir à la jeunesse toute la richesse de l'édition africaine et de la soutenir économiquement, les achats sont réalisés sur place, à Ouagadougou.

Pour les années suivantes, nous avons en projet de renforcer les liens avec les enseignants car c'est grâce à eux que nous pourrions inciter les enfants à devenir des lecteurs passionnés.

« Un vieux qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. » dit un dicton africain auquel un autre répond : « C'est dans la jeunesse que se prépare l'avenir d'un homme. »

A Nanoro, comme à Boulpon, les bibliothèques avancent modestement sur cette voie !

Christine Allot-Bouty
Responsable suivi bibliothèque

ÉDUCATION



UNE RÉUSSITE HORS DES SENTIERS

Je suis né à Poéssi dans la commune rurale de Nanoro où j'ai fait mon école primaire. Après mon Brevet d'Etude du Premier Cycle au CEG de Nanoro en 1999, j'ai été orienté au Lycée Municipal de Koudougou, ville située à 80 km de Nanoro pour y faire ma seconde. N'ayant pas de parents ni de connaissances dans cette ville, j'ai dû affronter les difficultés sociales de la vie (logement, nourriture, santé, scolarité, fournitures scolaires). Arrivé en classe de terminale ma situation devenait insupportable et j'échouai à l'examen du BAC en 2003. Sans espoir, j'avais pour seule solution d'abandonner les études et de m'orienter vers la Côte d'Ivoire pour y travailler comme ouvrier. C'est vers la fin d'année 2003 que Monsieur Kaboré André, Infirmier résidant dans mon village, ayant appris ma situation, m'a mis en contact avec Mme Perrin, Présidente de Res Publica. Après m'avoir rencontré, celle-ci décida de me prendre en charge et de suivre l'évolution de mes études. C'est ainsi que je suis reparti à Koudougou pour y reprendre ma terminale. J'ai ainsi obtenu mon bac grâce aux bonnes conditions d'études offertes par Res Publica.

En Octobre 2004, j'ai été admis à l'Institut Supérieur du Génie Electrique du Burkina Faso où j'ai obtenu mon diplôme de technicien supérieur. Admis à l'école d'Ingénieur de Bamako au Mali, Res Publica a continué à me soutenir pendant trois ans. Au final, j'ai obtenu avec succès mon diplôme d'ingénieur de conception en génie électrique en 2009.

De retour au pays, j'ai été admis pour une année au 2IE (Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement) pour un Master en Energie renouvelable.

Aujourd'hui, je suis cadre au Burkina Faso et je travaille pour une ONG (newTree) en tant que chargé de projet MDP⁽¹⁾.

« Toute œuvre humaine bien faite passe nécessairement par une bonne formation » ; je souhaite que les actions de Res Publica puissent se pérenniser pour permettre aux plus démunis d'avoir une chance de réussir.

(1) Mécanisme pour un Développement Propre.



Gilbert Kazienga
Chargé de Mission – ONG New Tree





Paul Sondo

Doctorant en Parasitologie
Médicale

Institut Supérieur des
Sciences de la Santé (INSSA)

Université Polytechnique de
Bobo Dioulasso (UPB)



DU VILLAGE AU LABORATOIRE

Originaire de Nanoro et titulaire d'une Maîtrise en Biochimie/Microbiologie en 2007, j'ai été contraint de suspendre mes études par manque de moyens bien que remplissant tous les critères pour être admis au troisième cycle d'études supérieures.

J'ai donc contacté Res Publica pour exprimer mon goût profond pour la recherche biomédicale et ma motivation à poursuivre ma carrière dans ce domaine.

C'est ainsi qu'une bourse généreusement octroyée par l'Association m'a permis d'obtenir un DEA en Biotechnologie Microbienne et Cellulaire (BMC) à l'Université de Ouagadougou. Mon sujet de mémoire portait sur « *La part du paludisme dans les maladies fébriles en saison sèche dans la région de Nanoro, Province du Boulkiemde* ». J'ai été admis comme stagiaire au laboratoire de parasitologie et d'entomologie médicale du Centre MURAZ/Unité de Recherche Clinique de Nanoro pour la préparation de mon mémoire. Mon implication dans cette étude m'a permis d'atteindre rapidement les objectifs qui m'avaient été fixés. J'ai donc été retenu pour poursuivre ma formation au sein de l'Unité de Recherche Clinique de Nanoro. En effet, je suis inscrit à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé/Université Polytechnique de Bobo Dioulasso pour un Doctorat unique en Parasitologie Médicale. Mon sujet de thèse est intitulé : « *Etude du polymorphisme et de la dynamique de la résistance de Plasmodium falciparum(1) dans la zone de surveillance démographique de Nanoro* ».

Si j'en suis arrivé là, c'est grâce au soutien de Res Publica. C'est pourquoi j'ai tenu à ce que le nom de l'association figure à l'entête sur mon document, disponible à la bibliothèque de l'UFR SVT de l'Université de Ouagadougou en guise de reconnaissance.

Toute ma vie, je n'hésiterai pas à soutenir cette association, quitte à pouvoir témoigner de ma reconnaissance et j'invite toutes les bonnes volontés à s'investir d'avantage pour le fonctionnement de cette association. Avec des initiatives comme Res Publica, un autre monde est possible.

(1) Plasmodium falciparum est une des espèces de Plasmodium, parasites qui causent la malaria (appelé aussi paludisme) chez l'être humain. Il est transmis par la piqûre d'anophèle femelle (un moustique).

AGRICULTURE

RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN ZONE RURALE

Budget 2010 : 83 500 €

Bénéficiaires : Plus de 500 producteurs regroupés dans 17 groupements

BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

Pour l'année 2010, la campagne agricole (riz et maraîchage) a connu l'application de nouvelles décisions qui n'ont pas été sans conséquences de part et d'autre.

Campagne rizicole

Cette année, un nouveau site, celui de Séguédin de Soaw fait désormais partie des sites rizicoles que nous appuyons. Il s'agit d'une culture de type pluvial en bas-fond non aménagé. Les producteurs ont bénéficié d'un soutien en engrais très salubre au vu des productions rizicoles qui se sont considérablement accrues.

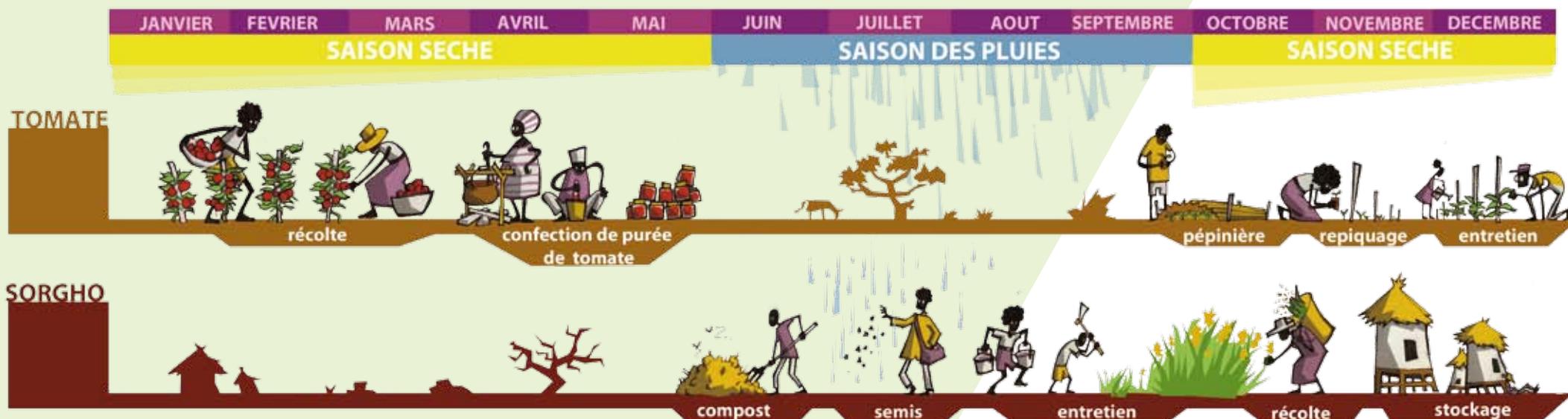
Le début de campagne a connu un retard à cause de la pluviométrie inconstante. Mais avec la bonne répartition spatio-temporelle des pluies par la suite, les plants ont connu un bon développement jusqu'à la fin de la production.

La mise en place et le strict respect du calendrier cultural

par tous les producteurs a facilité l'accompagnement technique de nos agents. Les plants n'ont pas connu d'attaques parasitaires, en témoignent les différents rendements enregistrés.

Au regard de la bonne conduite des cultures et des multiples séances de sensibilisation réalisées auprès des producteurs, le recouvrement des crédits a été facilité.

La présence d'une décortiqueuse sur la zone a permis aux producteurs d'apporter une plus-value à leur produit et aussi de consommer en famille leur propre production.





Campagne maraîchère

Pour la saison 2010/2011, Res Publica a décidé de stopper l'appui financier en engrais chimique dans le but d'intensifier la production de fumure organique. En parallèle, une campagne de réalisation de 160 fosses fumières a été menée à bien. Cette décision, bien que contestée par les producteurs, était inévitable afin de les inciter à modifier leurs pratiques et afin d'encourager la production organique.

En plus de l'impact environnemental, l'utilisation de fumure organique permet une diminution considérable des coûts en intrants et donc un bénéfice plus important.

Un petit nombre de producteurs se dirige déjà vers le « tout organique », indispensable pour valider une production certifiée biologique.

Malheureusement, cette année, l'absence de crédits a découragé quelques producteurs qui ont abandonné le maraîchage ou qui se sont endettés auprès d'autres structures de crédits.

Afin de continuer notre appui, Res Publica a subventionné à hauteur de 40% le prix des semences. Ceux qui le souhaitaient ont pu se doter de semences certifiées et ainsi diversifier leurs productions.

Globalement, nous avons assisté à une diminution des surfaces cultivées en tomates au profit de choux, oignons, aubergines, piments, carottes et même de pommes de terre. Cette diversification est indispensable pour pallier le risque de mévente de tel ou tel produit et assurer un revenu minimum aux agriculteurs.

Florent Diendéré
Responsable Agro-pastoral

UN BARRAGE POUR SOUM

Pour la deuxième saison des pluies consécutive, le barrage de Soum, récemment achevé, se remplit jour après jour. Au fil des pluies, l'eau avance, engloutit les parcelles habituellement cultivées, avale les cases abandonnées pour façonner ce qui sera au final un plan d'eau de près de 1500 hectares. Le petit village de Soum, aujourd'hui encore sous la poussière des travaux, va irrémédiablement changer de stature sur la carte du Burkina Faso. Son nom sera désormais associé à **la 4ème plus grande retenue d'eau du pays** et ne sera plus confondu avec la province du même nom. La présence de l'eau en permanence dans la zone sera, à n'en point douter, une réelle révolution sur tous les plans.

Sur le plan agro-économique principalement, 1008 hectares sont en train d'être aménagés (868 ha en aval, irrigués par systèmes gravitaires et 140 ha en amont, alimentés par pompage). D'ici peu de temps, le potentiel d'activités de la zone va exploser (riziculture, maraîchage, élevage, pisciculture, transformations diverses, etc.).

Le projet financé par la Banque Islamique de Développement et l'Etat burkinabè (pour un coût global estimé à 17 milliards de F CFA soit environ 26 millions d'euros) prévoit la construction d'un parc de vaccination, de couloirs de bétails, d'unités de transformation de céréales, de sept forages et d'une école primaire (en remplacement des aménagements publics qui seront perdus).

Les impacts sociaux du projet ne sont, pour l'instant, évidemment pas neutres. **A ce jour, 474 concessions ont été affectées, sur lesquelles une majorité de familles ont déjà été déplacées.** L'accessibilité à certains villages sera complètement perturbée. La piste principale reliant Boussé, premier village sur l'axe goudronné Ouaga/Ouahigouya, à Nanoro sera coupée par l'eau et pour l'instant aucun itinéraire de remplacement n'est prévu. Divers aménagements agricoles seront eux aussi, tôt ou tard, inondés laissant pour cette année les paysans dans l'incertitude.

Ainsi, la campagne agricole 2011 est semée de doutes. Personne ne sait jusqu'où l'eau montera cette année. A chacun donc de mesurer les risques avant de semer riz ou sorgho. Dans le village de Soaw par exemple, le périmètre rizicole ne devrait pas être utilisé mais certains paysans n'auront pas d'autres terres exploitables... A Séguédin de Soaw, 3 500 habitants, c'est tout le village qui sera certainement coupé du centre de santé.

Chacun tente de prévoir les impacts du barrage sur sa vie quotidienne et d'anticiper des solutions d'urgence avec les moyens du bord. Comme toujours, pendant ce temps, d'autres spéculent certainement déjà sur les bénéfices à tirer de tous ces changements...

Le développement avance avec ses victimes collatérales, ses grands bénéficiaires et ceux qui ne grappilleront que quelques miettes au passage. Res Publica suivra avec attention les différentes étapes du projet.



Abdoulaye Ouedraogo dit « le Forestier »

Affecté depuis 3 ans au département de Nanoro, Abdoulaye Salam Ouedraogo, plus communément surnommé le « Forestier » s'intéresse particulièrement à la culture du moringa.

« L'Etat encourage la promotion d'espèces utilitaires. J'ai été invité à la restitution d'un voyage d'études dans plusieurs pays de la sous-région sur le moringa organisé par

Silva, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière et Res Publica. Et là, ... le déclic : **il faut promouvoir cette culture sur la zone !!!**

Un an après, la production est lancée.

La population s'est plus ou moins rapidement réapproprié l'arbre et son utilité de complément alimentaire avec mon aide et celle des agents Res Publica. **C'est une redécouverte de nos acquis ancestraux.**

Ma volonté est de continuer la vulgarisation, tant au niveau des familles que des groupements maraîchers ou des jardins scolaires. L'idéal serait que chaque cour, chaque école possède son « arbre du Paradis » pour ses bienfaits nutritionnels et que chaque maraîcher plante des haies vives de moringa afin de constituer des brise-vents pour son jardin.

Nous envisageons bientôt un voyage d'échanges sur les techniques de transformation artisanales des feuilles de moringa afin de continuer à progresser et de créer des débouchés économiques pour cette ressource naturelle ».

Abdoulaye Salam Ouedraogo
Chef de service départemental du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

INTERVIEW D'UN PRODUCTEUR RIZICOLE

❖ C'est la première année que notre groupement bénéficie de l'appui de Res Publica pour sa production de riz. Cet appui a concerné les crédits en engrais, l'accompagnement technique des agents de l'ONG et la valorisation de notre riz grâce au décortiquage.

La possibilité de rembourser les micros-crédits en nature (1 sac de riz décortiqué correspondant à 1 sac d'engrais) est très appréciée par les producteurs.

L'accompagnement hebdomadaire par les techniciens Res Publica se ressent au sein du groupement jusque dans notre organisation (mise en place d'un calendrier cultural, amélioration des techniques de préparation du sol, de récolte et de conservation).

Avec ces nouvelles pratiques culturales nos rendements s'améliorent.

Res Publica a permis, avec la participation villageoise, la réalisation d'une aire de battage. Seul, le Groupement n'aurait jamais pu prétendre à un tel ouvrage.

Enfin, grâce à la présence de la décortiqueuse de Marcel Kientéga, nous avons pu décortiquer notre riz. Nous n'achetons plus de riz sur le marché : c'est le nôtre qu'on prépare en famille lors des grandes fêtes et que nous vendons localement car sa qualité est bonne. Le riz de Séguédin de Soaw peut concurrencer par sa qualité le riz venu de l'extérieur. Economiquement, nous gagnons un peu d'argent et cela nous permet de gérer nos petits problèmes quotidiens.

Nous formulons le souhait que notre bas-fond soit bientôt aménagé afin de nous permettre d'accroître encore nos rendements.

Marcel KOMBASSERE
Président du groupement des riziculteurs de Séguédin de Soaw

DES NOUVELLES DU PROJET MORINGA

Le soutien de Res Publica au projet Moringa est maintenant concret. On voit de plus en plus se dresser la silhouette de l'arbre du paradis aussi bien dans les cours, les écoles ou les zones de cultures maraîchères.

Rencontre avec Alfred Kondombo, responsable du Centre des handicapés de Nanoro dont le verger est luxuriant :

❖ Avant je cultivais quelques plants mais sans grande idée d'utilisation. Grâce à l'appui de Res Publica et aux conseils du Forestier, je comprends maintenant l'importance de cette culture au niveau de la nutrition familiale et de l'amélioration de mes revenus.

Je suis devenu la référence du moringa dans la région...

Actuellement, mon champ compte 156 arbres : l'espace entre 2 plants pour la haie est de 2 mètres alors qu'à l'intérieur de la plantation il est de 4 mètres. Le Centre bénéficie de l'eau en permanence ce qui me permet de pratiquer la culture associée. L'eau d'arrosage qui ruisselle est ainsi utilisée pour les cultures de tomate, d'arachide, d'aubergine, de haricot ou d'oseille.

Mes objectifs à court terme sont de doubler ma production et de développer une activité commerciale par la vente de plants, de feuilles séchées, de graines et de poudre de moringa. ❖

Alfred Kondombo
Responsable du Centre des handicapés de Nanoro



En 1993, la presse locale de l'Ain publie un article sur l'Association Entraide Médicale Eugène Jamot (EM EJ) créée par le Docteur Fournel. Celui-ci recherche des fonds pour construire un Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) au Burkina Faso.

Une rencontre a lieu entre Jean-Claude Perrin, PDG de PROGAMA et le Dr Fournel qui se solde par un appui financier : la maternité de Nazoanga pourra voir le jour.

En octobre 2000, Gérard Fournel convainc Françoise Perrin de l'accompagner pour la première fois au Burkina. L'axe principal de l'action de Res Publica est trouvé...

ACCESSIBILITE AUX SOINS DANS LE DISTRICT SANITAIRE DE NANORO

La question de l'accessibilité aux soins médicaux de santé primaire est double :

L'ACCESSIBILITÉ GÉOGRAPHIQUE

Les axes est-ouest sont desservis par des pistes de viabilité variable mais en général satisfaisante, au regard des normes locales. Néanmoins, la mise en eau du barrage de Soum paraît devoir interrompre les pistes du nord en haute saison.

En revanche, les axes nord-sud sont mal commodes, et parcourus par des pistes de viabilité très aléatoire... quand elles existent.

Les déplacements nord-sud s'avèrent donc délicats et gênent surtout l'accès aux soins de santé secondaires, quand il faut recourir à des soins chirurgicaux, en situation d'urgence le plus souvent. Le Centre Médical de Nanoro qui constitue le centre de référence pour les populations du district peut être totalement inaccessible du fait de l'éloignement ou de l'état des pistes.

Globalement, on compte 1 dispensaire-maternité pour 7940 habitants.

.../

/...

En général, les CSPS se situent dans des endroits identifiés depuis longtemps comme « centre » du village, c'est-à-dire le lieu où se concentrent école et marché, où se croisent les différents mouvements de population. Mais, les villages recouvrant souvent des surfaces très étendues, l'accessibilité aux soins pour une famille vivant en limite d'aire sanitaire peut devenir problématique en l'absence de moyen de transport (cas le plus fréquent).

L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE

Il faut rappeler qu'au Burkina Faso, les soins et les médicaments sont payants : ils constituent d'ailleurs la principale rentrée d'argent des CSPS.

Les progrès réalisés concernent essentiellement la prise en charge des grandes endémies (paludisme, tuberculose, filariose, infection VIH) largement sinon totalement subventionnées par des programmes internationaux et donc pratiquement gratuites pour les malades. C'est aussi le cas des vaccinations, et pour les grossesses des traitements préventifs du paludisme et de l'anémie maternelle. Et rappelons ici que EM EJ subventionne à hauteur de 75 % le planning familial. Dans ces situations, l'accessibilité financière est réelle.

.../



/...

En revanche, dans des situations plus courantes, mais parfois tout aussi graves (infections diverses notamment respiratoires, traitement des plaies, pathologies oculaires) les soins demeurent à la charge des malades. La nécessité d'une intervention chirurgicale est souvent hors de portée d'une famille rurale « de base », le coût moyen de 45 à 75 € étant rédhibitoire.

Ainsi, pour la plupart des familles, la partie des dépenses restant à couvrir représente un facteur limitant l'accès aux soins médicaux.

Au total, on peut retenir :

- Que le nombre actuel de CSPS est acceptable même s'il existe des zones relativement abandonnées.
- Que la création de nouveaux CSPS implique la création de nouveaux postes d'agents de santé, bien formés, et surtout bien encadrés dans leur pratique quotidienne.
- Que l'accessibilité financière relève d'un développement rural effectif, et que la mise en place de programmes de soutien aux activités génératrices de revenus pour les femmes constitue à cet égard un point de passage obligé.
- Que l'accessibilité géographique demeure le point central du problème. La réalisation de pistes fiables et praticables toute l'année et particulièrement en saison des pluies est de toute première importance, d'autant plus que cette saison est une époque d'hyperendémie paludéenne et d'augmentation de la mortalité infantile.

Docteur FOURNEL
Président EMEJ

Chevalier de l'Ordre National du Burkina Faso



2010 : UNE NOUVELLE MATERNITÉ À NAZOANGA

La nouvelle maternité de Nazoanga est fonctionnelle depuis octobre 2010 et reçoit dans des locaux clairs et spacieux les femmes et nourrissons relevant de l'aire sanitaire du village.

Sous l'impulsion de Rosine Bayé, accoucheuse, la maternité assure les tâches qui lui sont dévolues : suivi des grossesses et mise en place des prophylaxies contre l'anémie et le paludisme, pratique des accouchements (environ 320/an) et consultations des nourrissons.

Le projet a comporté la construction de la maternité stricto sensu, d'une unité de suites de couches, d'un logement pour l'accoucheuse et des locaux « techniques » : cuisine pour les accouchées, sanitaires et blocs latrines.

Le coût final du projet s'élève à 82 060 € décomposé comme suit :

- construction des bâtiments : 64 219 €
- électrification : 14 000 €
- matériel médical : 3 841 €

Le financement a été assuré par Res Publica pour la partie immobilière, SANOFI et EMEJ pour la partie matériel technique, ESF (don de Gérard Sabarly) et l'entreprise TMP Convert pour la partie électrification.

ÉCONOMIE

QUAND LES FEMMES S'ORGANISENT

Devant les premiers résultats positifs des activités de transformation initiées les années précédentes, les femmes décident, aujourd'hui, de poursuivre l'aventure.

Pour mieux les aider, Martine Bonkougou, animatrice dédiée aux groupements féminins a bénéficié d'une formation en accompagnement lui apportant les connaissances nécessaires à la création ou à la consolidation de ces unités.

Au nombre de sept, ces collectifs, ayant vu le jour d'une façon plus ou moins anarchique, ne possèdent pas à ce jour d'agrément et donc, n'ont pas de reconnaissance légale.

L'organisation est souvent difficile, certains ne sont constitués que de membres analphabètes. Malgré tout, la motivation existe et courageusement, les femmes affrontent les difficultés quotidiennes.

La question de l'accompagnement et de la prise d'autonomie reste cruciale.

La transformation de la production est effectuée jusqu'alors, dans des lieux très sommaires, mis à leur disposition occasionnellement mais dépourvus d'hygiène et du minimum de confort. Ces conditions maintiennent les productions à un stade très artisanal et représentent un des freins au développement de nouvelles activités.

Face à ce problème, certains groupements (Nazoanga, Soum et Basziri) ont décidé de construire un petit local (briques de terre et chape de ciment) afin de travailler dans des conditions plus appropriées. Res Publica les soutient en finançant le ciment et les tôles.

Dans le même esprit, l'appui à la création de la boutique de Nanoro participe à la promotion des produits locaux transformés et valorise les initiatives accomplies par ces groupements féminins.

En 2007, Marcel Kientéga s'est formé à l'entretien et à la réparation des forages de la Zone de Nanoro. Sa formation terminée, il a sollicité Res Publica pour l'appui au financement de matériel de réparation des pompes. Son activité est en pleine croissance. Il a embauché et formé 3 personnes.

En 2009, Marcel s'est porté candidat à l'achat d'une décortiqueuse avec l'appui de l'Association. Il a acquis cette machine avec un crédit de 3 millions de CFA (4574€) remboursable en 3 ans avec 10% d'intérêt.

« Je suis très satisfait de l'acquisition de la décortiqueuse qui vient diversifier mes activités et donner une autre valeur à ma vie professionnelle. C'est mon fils qui maîtrise le mieux la machine puisqu'il a suivi une formation. Donc je lui laisse cette activité pour me consacrer aux forages.

La production rizicole à grande échelle est très récente sur la zone de Res Publica (Nanoro – Pella – Soaw) et le décorticage n'existe que depuis la campagne 2009.

La première année, j'ai décortiqué environ 9 tonnes de riz paddy et 16 tonnes en 2010.

Cette année le bas-fond de Temnaoré m'a sollicité et c'est 25 tonnes supplémentaires que j'ai traitées. Les producteurs sont très satisfaits de mon travail et me retiennent pour la saison prochaine. L'idéal pour moi serait de décortiquer environ 60 à 70 tonnes par an, je continue donc à prospecter.

D'abord réticents à consommer leur propre riz les producteurs sont enfin convaincus que le riz local est de meilleure qualité que le riz d'importation. La filière devrait donc prendre un nouvel essor.

Il faudrait que je me fasse un stock de pièces de rechange mais pour l'instant je donne la priorité au remboursement de mon crédit.»

« En tous cas, c'est bon !!! »

Marcel Kientéga
Entrepreneur Indépendant





L'EAU, BIEN COMMUN VITAL

L'accès à l'eau reste une des principales préoccupations des burkinabè. La réforme de 2000 du système de gestion des infrastructures hydrauliques a transféré la responsabilité de gestion de l'eau potable aux communes rurales qui manquent encore de compétences et de moyens. Conséquence directe : l'eau est devenue payante pour les utilisateurs et doit être gérée par une association des usagers de l'eau (constitution d'un fonds de maintenance des forages). Notre organisation s'implique pleinement pour favoriser la mise en place de cette nouvelle organisation.

En 2010, Res Publica a réalisé 11 forages (9 scolaires et 2 villageois), équipés de pompes et de margelles de finition. Tous ces ouvrages ont été remis aux Comités de gestion locaux sous tutelle de leur mairie de rattachement.

UNE VITRINE POUR LES PRODUITS LOCAUX À NANORO

Depuis maintenant trois campagnes, Res Publica appuie les Groupements de femmes dans leurs activités génératrices de revenus (production huile de neem, transformation de la tomate, fabrication de savon, etc.). La promotion de ces produits à travers cette boutique est un aboutissement.



Notre boutique a ouvert le 8 mars 2011, à l'occasion de la journée internationale de la Femme. Nous avons choisi cette date pour le symbole qu'elle représente.

Presque tous les produits que nous vendons dans notre boutique sont issus des productions des femmes. Nous proposons une large diversité de produits en vendant aussi bien des bocaux de purée de tomate que des savons artisanaux ou encore de l'huile de neem. Bientôt nous proposerons du riz local au détail et de la poudre de moringa.

Je suis contente de l'affluence quotidienne qu'observe notre boutique, preuve que les populations soutiennent notre action. Nos ventes augmentent semaine après semaine, signe de la bonne qualité des produits proposés.

Aujourd'hui, je me sens épanouie et motivée dans mon occupation de gérante. J'imagine de nombreuses améliorations à apporter afin de développer la boutique. Par exemple l'électrification du point de vente pourrait nous permettre de vendre des yaourts, de l'eau ou du bissap réfrigérés.

Il est vrai que sans l'appui de Res Publica, cette boutique ne serait certainement jamais sortie de terre, mais c'est à nous à présent d'assurer la pérennité de l'activité.

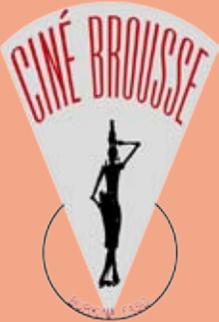
Mme Bazié, gérante de la boutique.

CULTURE

FAVORISER L'ACCÈS À LA CULTURE ET AUX LOISIRS

Budget 2010 : 1250 €

4500 spectateurs



CINÉBROUSSE 2011

Pour la troisième année consécutive, l'équipe de Cinébrousse au grand complet se rend au Burkina Faso entre le 17 février et le 15 mars 2011.

Après avoir effectué les deux tournées précédentes munies d'un seul drap de coton blanc, la toute nouvelle association Cinébrousse01 s'est équipée, avec le soutien de Res Publica, d'un écran professionnel de 4x3m.

Notre périple nous conduit dans **des villages où l'électricité n'est pas encore raccordée** et il nous faut bien sûr utiliser un générateur à essence. Un matériel tout neuf, offert par une entreprise amie de la région lyonnaise (Comptoir de location), devait nous attendre sagement à Ouagadougou, mais il n'arrivera en fait qu'après notre départ, nous contraignant à la location sur place d'un générateur burkinabè.

Notre programmation 2011 se compose de sept films africains que nous proposons dans neuf villages différents, toujours en version originale sous titrée. Les films en mooré sont reçus avec grand enthousiasme, Tilai et Yaaba d'Idrissa Ouedraogo arrivent en tête de notre palmarès.

Enfants et adultes se régalaient avec les courts métrages de Charlie Chaplin que nous proposons en première partie : le personnage de Charlot a le don de déclencher **des éclats de rire inoubliables...**

LES PREMIERS PAS DE CINÉBROUSSE

Un coup de manivelle, et la magie se met en marche....

Mars 2009 : Adieu le temps maussade, froid et humide des plaines de la Bresse. En quelques heures, nous disons bonjour à la chaleur sèche, attendue et accueillante du Burkina Faso.

Aucune mission officielle dans nos bagages mais une mission toute officieuse à laquelle nous tenons beaucoup : proposer un ciné brousse à la population de Nanoro.

En cette période de festivités à la capitale autour de l'édition 2009 du **FESPACO**, festival international de cinéma panafricain, il nous semblait opportun d'imaginer **une alternative en brousse** en direction des populations rurales du Boulkiemdé qui, n'ayant pas l'électricité, n'ont presque jamais accès aux images de cinéma.



/...

Les thématiques abordées par les longs métrages proposés en deuxième partie sont variées : l'excision, le mariage forcé, la polygamie, la sorcellerie, la religion et ses excès... autant de sujets complexes et délicats qu'une projection de cinéma permet d'évoquer plus facilement et plus librement.

Les réactions du public sont à cet égard très pertinentes :

- " depuis que les gens ici, à Nazoanga, ont vu le film Delwendé, les mentalités ont évolué, c'est vraiment très bien ", nous confie Martine. (Un cas de rejet d'une personne accusée de sorcellerie, similaire à celui évoqué par ce film, avait été vécu peu de temps avant.)

- à Pella, le préfet Paul Ouedraogo s'exprime ainsi : " c'est bien ce que vous faites pour nous. Vous nous apportez du cinéma africain. **Car tous les films burkinabè partent d'abord ailleurs. Et vous, vous nous les rapportez ! "**

Cette édition Cinébrousse 2011 est donc une belle réussite, au niveau technique et au niveau artistique et a fortement contribué à l'enrichissement culturel des populations rencontrées. Nous travaillons déjà à préparer l'édition 2012... car il est évident qu'il nous faut poursuivre !

L'équipe Cinébrousse01

UN CONCERT EN BROUSSE

« Au cours du festival Cinébrousse 2011, j'ai eu le privilège d'animer avec mon groupe un concert. Je voudrais ici, non pas relever uniquement mon sentiment, mais traduire également celui de l'ensemble du groupe qui a particulièrement apprécié l'ambiance. Aujourd'hui encore, il nous arrive d'échanger sur l'événement. Il est vrai que nous avons fait ensemble de nombreuses scènes

cependant, **nous pouvons affirmer avec force que de toutes, la plus marquante a été notre prestation dans le village reculé de Nazoanga.**

Au départ, nous l'avouons, nous avions quelques appréhensions quant à l'éventualité que le public auquel nous devons avoir à faire ne soit pas réceptif à notre spectacle dans la mesure où il était essentiellement mossi alors que nous, nous étions gourounsi. Quand bien même, au début du concert, quelqu'un de la foule en a fait la remarque, nous avons été comblés d'avoir conquis des gens étrangers à notre langue. Ainsi, avons-nous levé du coup une inquiétude qui était quelque part un frein à notre promotion artistique. Nous avons en effet découvert au travers de cette sortie que ce que nous faisons était à la portée de nationalités autres que la nôtre. En même temps que cela nous donnait l'occasion de découvrir d'autres frères, aux pratiques culturelles assez différentes des nôtres.

Notre souhait serait de voir ce type d'initiative se répéter et s'envoler dans diverses contrées du pays. Cela s'appelle contribuer effectivement à la promotion de notre culture nationale. A ce titre, nous ne pouvons que saluer l'occasion qui nous a été donnée de permettre à nos populations rurales de découvrir les différentes facettes de leur culture tant dans son volet cinéma que musique, et pourquoi pas un jour vestimentaire, culinaire, sportif, etc.

Nous espérons que notre prestation a pu plaire autant que nous avons été comblés.

Notre souhait serait de garder le contact pour que nous fassions un bout de chemin ensemble afin de contribuer au bonheur des peuples ».

"Netchy-Lee" Camille BAZIE



« LA GUINÉE, NOUVEL AXE DE TRAVAIL DE RES PUBLICA »

Avec une présence modeste depuis 2009, Res Publica intensifie peu à peu son action en Guinée Conakry.

Pour rappel, tout au long de l'année 2009, l'ONG a soutenu activement les acteurs de la Société Civile Guinéenne dans leurs démarches pour le retour à l'ordre constitutionnel après qu'une junte militaire ait confisqué le pouvoir. Un appui logistique et financier a également été apporté aux femmes guinéennes victimes de viol.

Après ces interventions ponctuelles, Res Publica a souhaité s'implanter dans le pays de façon plus durable. C'est ainsi que nous avons consacré une bonne partie de l'année 2010 et le premier trimestre de l'année suivante à l'identification des actions porteuses dans lesquelles ses interventions auront un impact pour le développement.

Pour ce faire, Res Publica a reconduit le mandat de son principal contact local et lui a confié une nouvelle mission, celle d'identifier des personnes ressources. C'est dans ce cadre que des liens furent noués avec l'ex Médiateur de la République de Guinée, Monsieur Koureissy Condé, spécialiste des thématiques de résolution de conflits.

Au cours du premier trimestre de l'année 2011, Res Publica a entrepris une étude de faisabilité en vue de la mise en place d'un projet sur les radios en Guinée. Une mission d'étude a rencontré divers acteurs des médias publics et privés guinéens, des ONG internationales et des citoyens représentant toutes les catégories socio-économiques du pays. Un cadre de concertation avec les institutionnels du pays a permis de dégager des besoins prioritaires sur l'appui technique et financier aux radios rurales de Guinée. Ce projet se mettra en place au cours de l'année 2011.

Abdoulaye Diallo
Correspondant Res Publica Guinée



NICARAGUA

FAVORISER L'ACCÈS À L'EAU POUR LES VILLAGES ISOLÉS

Budget 2010 : 25 500 €

Bénéficiaires : 555 villageois



UN RÉSEAU D'EAU AUTOGÉRÉ ET SANS ÉNERGIE

Malgré des progrès socio-économiques importants ces dernières années, le Nicaragua demeure le second pays le plus pauvre d'Amérique Latine / Caraïbes après Haïti. 46% de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, le chômage reste extrêmement élevé et les richesses très inégalement distribuées. Aujourd'hui politiquement stable, le Nicaragua opère depuis le début des années 90 (fin de la guerre civile) une reconstruction lente. Son fort potentiel touristique, agricole et ses ressources minières laissent espérer un développement important.

Depuis 1987, Agua para la Vida (APLV) appuie les villages isolés pour construire leur propre réseau d'eau potable. Ce système gravitaire (conçu sans apports d'énergies extérieures) passent par la captation d'une source, la construction d'un réservoir de stockage et d'un réseau de distribution d'eau jusqu'aux habitations. Le projet inclut toujours la construction de latrines familiales, un appui à long terme en formations sur les thématiques sanitaires et la protection des sources. Avec plus de 63 projets à son actif, APLV a créé une école technique dédiée à la formation de jeunes au métier de chef de projet en eau potable.

PROJET 2010 – TROIS VILLAGES POUR UNE SOURCE

Pour l'ONG Agua Para La Vida, l'année 2010 a marqué la fin d'un projet d'envergure : l'équipement en eau et en système sanitaire d'un regroupement de trois villages à partir d'une seule et même source.

Le 6 avril 2011, l'inauguration du réseau d'eau del Carmén a officialisé une réelle dynamique collective de gestion communautaire de l'eau. Les villages de Quiragua et El Carmén (financement Res Publica en 2009 et 2010) ainsi que le village San Isidro (financement de l'Ambassade du Japon – 2010) consomment, administrent et protègent la même source.

Au total, ce sont plus de 555 personnes (102 familles) qui bénéficient d'un système d'eau potable autonome, peu coûteux et entièrement autogéré. Pour réaliser ce projet, l'investissement des villageois a été décisif (plus de 100 jours de travail par famille). Les communautés se sont organisées pour loger, nourrir et appuyer les techniciens d'APLV. L'eau qui arrive aujourd'hui dans ces villages est perçue et gérée comme un bien commun.

Thierry Sciari
Gestionnaire de projets



FRANCE

ENCOURAGER DES INITIATIVES ALLANT DANS LE SENS DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Budget 2010 : 154 500 €

12 associations soutenues

PARTENARIAT BIOFORCE-RES PUBLICA

L'Institut Bioforce s'est implanté en 1986 sur le plateau des Minguettes à Vénissieux (banlieue lyonnaise) dans l'objectif de contribuer à la redynamisation du quartier. Capitalisant sur une histoire faite d'engagements bénévoles, l'Institut a structuré son action avec la création du Pôle Développement Local. Dès 2007, ce pôle a intégré le Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Vénissieux, traduisant ainsi la volonté institutionnelle de participer aux synergies existantes sur le territoire.

L'équipe du Pôle Développement Local met en place différents types d'actions afin de sensibiliser les jeunes aux notions de solidarité, de citoyenneté et d'engagement. C'est sur ce point que Res Publica accompagne Bioforce en soutenant le Concours Solidaire.

« Le concours conforte l'action de la ville dans la promotion des valeurs qu'elle partage avec Bioforce : solidarité, altruisme, apprentissage de la citoyenneté. Il ouvre des possibilités d'actions concrètes pour les jeunes de la commune. Il offre également

une opportunité concrète aux entreprises qui souhaitent participer à la vie locale et s'investir dans une action citoyenne à destination des jeunes, action qu'elles peuvent valoriser à travers les médias au cours des différents temps forts.

La rencontre entre les jeunes et les entreprises tout au long du déroulement du concours permet de faire tomber les barrières entre ces deux mondes.

Le concours participe à améliorer l'image de la jeunesse de Vénissieux. »

Chantal Goutarot - Mission Economique de la ville de Vénissieux



PARTENARIAT ALLIANCE-RES PUBLICA



Réseau militant qui œuvre pour une agriculture paysanne, écologiquement soutenable, socialement équitable et économiquement viable, le mouvement des AMAP participe à construire un véritable mouvement citoyen de changements social et écologique.

En 2010, l'association Res Publica a soutenu nos actions à différents niveaux :

Au niveau régional, la refonte du site Internet de l'association a été primordiale pour la dynamique du réseau.

.../



/...

C'est un outil central pour faire circuler les informations et faire vivre les liens qui existent avec différents partenaires .

Les adhérents, AMAP (1) et Paysans en AMAP, s'y réfèrent pour être au courant des évènements qui gravitent autour des AMAP, dont les formations mises en œuvre à destination des paysans (« à l'aise dans nos paniers », « calculer son prix »...).

Une base de données régionale est également en cours de développement, en parallèle du site Internet pour permettre, en fonction du territoire, de développer des fonctionnalités de gestion communes : gestion des adhérents, des produits par AMAP, des listes d'attente...

Chaque acteur pourra à terme accéder à son propre espace sécurisé : les AMAP et paysans en AMAP pour leur gestion administrative et logistique, le réseau des AMAP dans le suivi des contacts...

Au niveau local, le projet de développement des jardins scolaires au Burkina Faso et en Isère vise à développer des jardins de maraîchage et des poulaillers dans deux collèges au Burkina Faso, et un collège en Isère, en formant préalablement des paysans Burkinabè. Les produits issus de la culture servent à alimenter les cantines scolaires.

L'association BEOOGO NEERE (au Burkina Faso) et l'association Alliance PEC Isère souhaitent à travers l'éducation, permettre l'acquisition et le transfert d'un savoir et d'une compétence dans le domaine agricole, promouvoir l'agriculture locale, garantir une alimentation plus équilibrée, sensibiliser les jeunes burkinabè et français sur les enjeux environnementaux et leur offrir une ouverture à l'interculturel.

(1) AMAP : Une association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) est, en France, un partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme locale, débouchant sur un partage de récolte régulier (le plus souvent hebdomadaire) composée des produits de la ferme.



En Isère :

- Mise en place du jardin scolaire dans le Collège Pierre Dubois de Seyssinet, et activités pédagogiques autour du jardin. (Achat de l'équipement et instauration du jardin).

Au Burkina Faso:

- Mise en place des jardins, fosses fumières et poulaillers dans les deux collèges au Burkina, et activités pédagogiques autour du jardin (achats de l'équipement, livraison et construction).
- Sélection d'un paysan par collège au Burkina (dont une femme).
- Formation des paysans dans les deux centres de formation burkinabè sur les techniques de production maraîchères et fruitières et l'élevage de volaille.

FINANCES

	2010	2009	% Budget
Activités Burkina Faso	957 763	1 060 801	72,4 %
Education	598 381	795 285	
Agriculture	87 487	61 598	
Santé	73 314	32 818	
Appui aux partenaires	198 581	171 100	
Activités Autres Pays	65 051	47 677	4,9 %
Nicaragua	25 487	25 135	
Guinée Conakry	17 815	10 869	
Burundi	13 140	1 811	
Bélarus	4 525	3 878	
Liban	2 750	2 700	
Sénégal	1 334	2 773	
Niger	0	511	
Activités France	154 529	65 136	11,7 %
Frais de Fonctionnement Siège	122 329	107 175	9,3 %
Dotations aux amortissements	22 595	55 570	1,7 %
TOTAL DEPENSES	1 322 266 €	1 336 360 €	



1 867 / 967
 + 4998 / 967

 -10007023

REMERCIEMENTS



Dans la continuité des années précédentes, Res Publica poursuit et consolide son action d'une part, grâce à l'outil financier dont l'a dotée son fondateur mais aussi grâce aux potentiels techniques et humains de nos collaborateurs et de nos partenaires extérieurs.

Fondés sur des valeurs de justice sociale, d'équité et de solidarité, ces partenariats contribuent au rayonnement de notre association et renforcent notre engagement aux côtés des plus démunis.

Le moment est venu pour nous de leur exprimer une reconnaissance méritée pour la qualité du travail accompli ainsi que tous nos encouragements pour les actions à venir.



NOTES

Res Publica France - Immeuble Britannia, 10 ème étage tour C -
20 Bd Eugène Deruelle - 69432 LYON CEDEX 03
Tél : 00.33.(0)4.37.28.62.13 / Fax : 00.33.(0)4.37.65.02.87
email : info@respublica.asso.fr



...2011-2012

Res Publica ONG - 11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)
Tél / Fax : 00.226.50.38.03.37 / email : respublica@fasonet.bf

www.respublica.asso.fr